

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du colloque national sur la recherche et la technologie, Paris, Palais des congrès, vendredi 13 janvier 1982

Mesdames et messieurs,

- Le défi de la crise, nous le relèverons si nous croyons en nos propres capacités, si nous refusons la fatalité qui en stériliserait les inombrables talents et les capacités de création dont notre pays est riche. Pour sortir de la crise, la recherche constitue l'une des clés essentielles, peut-être la clé du renouveau. Seulement un gigantesque effort de recherche permettra à la France de prendre place parmi les quelques rares nations capables de maîtriser leur technologie et en définitive de conserver leur indépendance. Commençons par un acte de volonté, n'acceptons comme inéluctable ni les -rapports économiques de domination, ni la division internationale du travail, telle qu'elle est aujourd'hui.

- Ce colloque en fournit la première et la plus éclatante manifestation. Chacun sent bien qu'il s'agit là d'un enjeu politique au sens le plus noble du terme, car nous devons, ensemble, inventer de nouveaux -rapports de l'homme et de la science.

- Je suis convaincu que tout ce qui est sorti, sort aujourd'hui et sortira demain de l'imagination créatrice et de la capacité d'observation des savants du monde entier, ce qu'on peut résumer dans ce mot, "la science", peut et doit provoquer d'extraordinaires progrès pour l'homme, élargissant sans cesse le champ de sa connaissance. Mais je suis tout aussi convaincu que cela ne se fera pas tout seul. Car si je crois à la science, je crois tout autant à la nécessité pour l'homme, je l'ai déjà dit, de maîtriser ses connaissances, de dominer sa conquête, de les mettre au service de son épanouissement. La science au service de l'homme oui. Pas le contraire. C'est pourquoi, j'attache un très grand intérêt aux travaux de ces journées nationales de la recherche et de la technologie. Je suis sûr en effet qu'elles confirmeront ce que le succès des assises régionales souligne avec éclat : la très large adhésion de ceux qui se préoccupent de l'avenir du pays, elle se mesure au choix que nous avons fait de rendre au développement de la recherche et de la technologie son rôle prioritaire.

- Adhésion à l'ambition majeure que notre politique place dans le développement de cette recherche et le travail impressionnant accompli au-cours de la préparation du colloque national montre combien cette ambition est partagée dans le pays.

- Adhésion aussi à notre volonté de nouer un dialogue entre la recherche et l'ensemble des forces vives de notre société comme M. GROS, à l'instant, vient de le souligner. Dans les objectifs et dans les méthodes se crée de la sorte un mouvement qui rassemble, pour le redressement du pays, tout ce qu'il comprend de talents, de compétences, de dynamisme et de dévouement. \n Ambition majeure de notre politique, la recherche l'est pour des raisons fondamentales, que j'ai à plusieurs reprises exposées et que je souhaite rappeler brièvement. Nul ne peut prévoir le système auquel les innovations permettront d'aboutir. Ce sont les pays les plus audacieux qui orientent l'évolution et la culture, l'évolution du modèle de développement. Si nous voulons gouverner notre avenir et non pas en être le jouet, il nous faut dès lors mettre en valeur résolument, et lucidement, notre principale richesse : cette réserve de dynamisme, de mouvement et d'indépendance que constitue une communauté scientifique hautement motivée et de bonne et de grande qualité. Cela ne peut se faire sans une claire volonté. car - ie l'ai dit tout à l'heure - la

de grandes questions se posent dans une ère où, sans doute, la science et la technologie peuvent aussi bien être maîtrisées pour servir le progrès qu'être dévoyées à des fins néfastes.

- Cette volonté, nous l'avons. Sachant qu'une société qui se détourne du progrès technique est une société perdue, mais qu'il en est de même d'une société qui se laisserait entraîner par un progrès non contrôlé, nous voulons assurer à l'activité scientifique et technique la perspective d'un développement résolu, d'une insertion profonde dans la vie de la nation.

- Pour réaliser cette volonté, il convenait de la traduire sans tarder dans les structures et dans l'action du gouvernement. C'est pour cela qu'a été créé un ministère de la recherche et de la technologie, responsable de la mission : un "avocat de l'avenir", a-t-on dit. Ce ministère, avec tout le gouvernement, a beaucoup travaillé depuis bientôt huit mois. Il a mis en place ses propres moyens, lancé des missions de réflexion d'un haut niveau sur des sujets cruciaux pour les prochaines décennies, sur des problèmes tels que l'électronique et les biotechnologies, organisé ce colloque, proposé au gouvernement des orientations budgétaires qui permettront de redonner à ce secteur la place qui doit être la sienne.

- Le gouvernement, sur ces bases, a décidé de renverser le mouvement de ces dernières années en engageant dès 1982 un effort très important : augmentation de près de 25 % des crédits civils de recherche, création de 1 700 postes de chercheurs. Tandis que le plan intérimaire, puis le plan de 5 ans prolongeront cette démarche, en précisant les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre l'objectif prioritaire qui consiste à porter les dépenses de recherche à 2,5 % du produit intérieur brut `PIB`, redonnant ainsi à la France la place qu'elle avait perdue sur la scène internationale dans ce domaine. Ces moyens feront appel aux rôles complémentaires des dépenses de l'Etat, dont le budget civil de recherche devrait, compte-tenu des grands équilibres nécessaires, augmenter de 17,8 % par an, des entreprises nationales, dont le dynamisme nouveau permettra d'entraîner un large mouvement sur des thèmes mobilisateurs, et des entreprises privées, elles-mêmes très désireuses d'agir, et auxquelles des aides appropriées seront attribuées.

Mais tous ces moyens seraient de peu d'utilité s'ils n'étaient au service d'une politique capable de créer l'intime insertion de la recherche et de la technologie dans notre société, dans sa culture et dans ses choix.

- Je tiens, de ce point de vue, à rendre hommage aux organisateurs et aux participants du colloque.

- Hommage qui s'adresse tout particulièrement au professeur François GROS, dont j'apprécie de longue date les qualités et le dévouement à la cause que nous servons, et au comité d'organisation, qui, sous sa présidence a rassemblé et ordonné le travail enthousiaste de dizaines de milliers de participants aux trente et une assises régionales, comme aux journées d'études sectorielles.

- Les échanges qui ont eu lieu avec une telle ampleur, une telle richesse, un tel sérieux, mettant en présence les milieux de la recherche, de l'industrie, de l'agriculture, les élus, les syndicats, les organismes professionnels, les associations, les pouvoirs publics, ont révélé le besoin de communication que chacun ressentait, et la capacité de proposition qui n'attendait qu'une occasion pour se manifester. Ils préfigurent en tout cas la coopération très large que je souhaite établir autour de l'ambition scientifique de la France.

Ce vaste débat national constitue en soi un événement sans précédent, je crois, dans l'histoire de la recherche de notre pays. Il ajoute un élément indispensable aux travaux menés pour établir la "radiographie" de l'activité scientifique française que j'avais naguère souhaitée. Ainsi, disposerons-nous de bases sur lesquelles le gouvernement bâtira son action, et le -cadre de son action, la loi d'orientation et de programmation que M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, chargé de la recherche et de la technologie, doit proposer au gouvernement en tirant les enseignements de ce colloque, loi qui sera soumise au Parlement dès le printemps prochain.

- Cette loi programmera pour les prochaines années les grandes masses de l'effort financier de recherche et donnera à cette activité le -cadre dont elle a besoin : elle consacrera le rôle et la fonction sociale des métiers de la recherche, elle rénovera et amplifiera les moyens de la

formation aux métiers scientifiques et techniques, elle adaptera l'organisation nationale et régionale aux impératifs de la décentralisation. Je souhaite la voir inspirée très profondément par cette volonté que j'exprimais à l'instant, dont ce colloque offre témoignage, placer la recherche là où elle doit aujourd'hui être située : non dans un isolement qui confinerait les chercheurs dans leurs centres ou leurs laboratoires mais au carrefour de tous les grands problèmes de notre société.

Car si la créativité de ceux qui participent à notre développement scientifique et technologique a besoin pour s'épanouir d'une grande autonomie, si la création ne peut être imposée, elle sera féconde, elle ne sera vraiment féconde que dans une symbiose avec les préoccupations et les évolutions de la collectivité nationale. L'histoire a en effet démontré que les temps forts de l'évolution de nos sociétés et de nos cultures coïncidaient le plus souvent avec des temps forts de la pensée scientifique, et que dans ces périodes les travaux des chercheurs sont influencés par les idées et les forces qui traversent une société, comme ils les influencent eux-mêmes.

- Ces préoccupations, j'ai pu le constater, étaient présentes dans les travaux des assises régionales. Je m'en réjouis, et je veillerai à ce que l'action du gouvernement, par des actes concrets, nous fasse rattraper, autant qu'il est possible, le temps perdu dans ce domaine trop longtemps négligé.

- Cet effort doit être multiforme. Il commence aux premiers stades de la formation, donc dès l'école, il impose à un renforcement de l'éducation scientifique et le développement de l'accès aux sources d'information. L'accroissement de la communication scientifique et technique dans notre pays donnera ainsi une base puissante au nécessaire renouveau du rôle de la langue française dans l'échange scientifique. Et il élargira notre ouverture. Ouverture du monde de la recherche vers le monde économique : un dialogue riche entre les chercheurs et leur environnement économique est une nécessité absolue pour notre avenir même. Nous devons donc accroître les moyens de ce dialogue, de la coopération entre la recherche et l'industrie, nous devons rechercher la mobilité des chercheurs.

- Ainsi, ceux-là pourront participer plus activement au transfert des connaissances vers les utilisateurs et à leur mise en oeuvre dans la société.

Mais ouverture aussi vers notre société dans son expression démocratique : là encore une nécessité vitale a peut-être été trop négligée. Nous voulons que la recherche et la technologie, leur évolution, leurs conséquences, soient mieux connues de ceux qui ont à prendre des décisions pour tous, que les chercheurs fassent comprendre tout à fait les espoirs et les craintes, soumettent à la réflexion des politiques les controverses qui naissent de l'évolution des connaissances. Et nous souhaitons que de leur côté, les chercheurs, les innovateurs, les techniciens soient conscients, pleinement conscients au-delà même de leur rôle de citoyen, des grands objectifs que le pays se donne. Qu'aujourd'hui, en tout cas, ils sachent dans quel sens nous travaillons pour sortir de la crise : reconquérir le marché intérieur, assurer l'emploi, réduire les inégalités, améliorer les conditions de travail, créer de nouvelles relations avec les pays en voie de développement, toutes préoccupations qui ne peuvent être étrangères à ceux dont la mission est de créer l'outil de l'avenir.

- Parmi les moyens nécessaires à ce dialogue, j'avais suggéré la création d'un office d'évaluation des choix technologiques qui ait pu permettre aux élus de disposer des éléments indispensables aux grandes décisions. Il appartient maintenant au Parlement de s'en doter.

- Dans le même temps, l'effort de décentralisation entrepris par le pays conduira à une plus grande participation des régions aux choix scientifiques et techniques. C'est aussi au niveau régional, en effet, que des procédures de communication seront développées, et pour chaque région, selon ses spécificités. L'Etat devra répondre à la volonté manifeste des régions de participer au grand effort auquel je vous appelle en associant ces mêmes régions à la préparation des choix nationaux et en aidant ces actions régionales afin de contribuer à leur réussite.

- Ces évolutions sont en harmonie avec l'exigence de démocratie exprimée par le pays et dont ce colloque permet de débattre largement : elle est en effet inséparable, cette démocratie, de l'établissement de nouveaux rapports entre le monde de la recherche et les pouvoirs politiques.

Ouverture, enfin sur le monde extérieur. Il est très important que l'un des thèmes de ce colloque ait été consacré à l'enjeu international. Depuis longtemps, les hommes de science savent combien le succès de leurs travaux est amplifié par les échanges avec ceux qui mènent des travaux parallèles, ou complémentaires, partout dans le monde, ils veulent des contacts étendus, réels, efficaces, et je crois qu'on peut leur faire confiance pour les développer si on leur en donne le moyen. Qu'ils sachent, en tout cas, que notre détermination est de les soutenir dans cette voie, et de veiller à ce que les structures et les règlements n'y fassent pas obstacle.

- Cette préoccupation d'un environnement international qui conditionne notre évolution, et vis-à-vis duquel nous devons définir notre action doit être présente à l'esprit des chercheurs, des industriels, comme des responsables politiques. Les questions abondent dès qu'on réfléchit à ces questions. Déjà, le gouvernement a indiqué les voies où il entendait s'engager. Mais nous sommes loin encore d'avoir répondu aux problèmes qui se posent, aux niveaux où ils se situent. J'en évoquerai trois :

- Le niveau européen. Nous faisons partie d'une communauté de peuples proches par leur culture et par leurs responsabilités face aux problèmes du monde. A ces responsabilités, ils doivent tenter d'apporter une réponse aussi commune que possible et de préparer l'avenir ensemble. La preuve est faite qu'une coopération est possible : les réalisations européennes dans le domaine de la construction aéronautique ou de l'espace montrent que l'Europe peut être présente avec succès là où se prépare cet avenir. C'est pourquoi la France a fait et fera des propositions pour une relance de l'ambition européenne, en-particulier dans le domaine de la recherche.\

Le niveau de la compétition que se livrent les pays industriels, les anciens et les nouveaux. Chacun sait maintenant que l'un des principaux atouts de cette compétition c'est l'innovation. Loin de chercher à nous en protéger, nous devons au contraire mobiliser les ressources intellectuelles et industrielles pour y jouer un rôle actif. Ce sera un acte essentiel de notre politique que d'y contribuer en s'appuyant sur le rôle moteur réparti aux entreprises nationales et en favorisant les sources d'innovation qui sont si nombreuses d'où qu'elles viennent dans les entreprises petites et moyennes. Détecter ces innovations, veiller à ce qu'elles soient soutenues, valorisées, s'assurer que les grandes entreprises jouent leur rôle d'entraînement conformément à l'intérêt national : voilà des actions que devront mener, que mèneront, les pouvoirs publics, et sur lesquels, je le crois, ce colloque, votre colloque, saura apporter des suggestions précieuses.

- Enfin, le niveau du tiers monde et de son développement. Bien des déceptions, certes, ont marqué ces dernières décennies. Elles ne doivent pas nous conduire à désespérer, mais plutôt à reconnaître que les efforts faits pour transmettre à ces pays les outils du développement ont manqué à cet impératif fondamental, qui est de les adapter à leur spécificité culturelle. C'est en cherchant à répondre aux besoins de ces pays, en les aidant à exprimer leur demande, en étant attentif à leur -recherche d'un développement adapté à leur situation que nous contribueront utilement à ce développement. Dans le même temps, les richesses intellectuelles de ces pays, étouffées par un type imposé de l'extérieur, peuvent au contraire devenir un apport de la science mondiale.

- La France a un rôle important à jouer dans cet effort. Elle le fera, avec le souci qu'une coopération renouvelée associera l'acquis des techniques les plus modernes aux richesses naturelles et culturelles des pays du tiers monde. Des méthodes nouvelles à cet égard restent à inventer, après tout elles justifieraient elles-mêmes bien des recherches pour jumeler ces efforts, ainsi que nous avons décidé par exemple de le faire avec un pays comme l'Inde en créant un centre de recherches commun.\

Les difficultés sont nombreuses sur le chemin qui mettra la technologie au service du développement : quels secteurs privilégier ? Quels partenaires choisir ? Comment faire que la recherche soit le fait des capacités nationales de nos pays, et spécialement du nôtre ? Quels modes d'associations préférés pour la recherche française ?... Les réflexions de ce colloque apporteront une contribution que j'estime indispensable à ce débat complexe.

- L'atome, l'espace, l'aéronautique dans les années 60, ont su, savent encore mobiliser les forces vives du pays autour de programmes de grande ampleur, poursuivis avec persévérance, soutenus par la nation et ses représentants. Des réalisations que chacun reconnaît en ont été le -fruit \$

par la nation et ses représentants. Des réalisations que chacun reconnaît en être de la France et elles placent notre pays au rang des meilleurs dans le monde et témoignent de la qualité de l'effort accompli.

- Mais il ne s'agit pas simplement de recopier ce qui a réussi et il faut au contraire s'inspirer d'une démarche qui associera sur de grands objectifs nationaux, économiques, sociaux, culturels les efforts de l'appareil de recherche public et privé et de ceux de l'industrie et donner à ces efforts sous l'impulsion de l'Etat le dynamisme des grandes aventures humaines. Les entreprises nationales joueront, je pense, un rôle essentiel dans cette aventure, dont j'ai dit à l'instant, qu'il fallait qu'elle soit très ambitieuse, très vaste, si l'on voulait vaincre les difficultés. Si l'on veut aller loin, il faut dès le point de départ, disposer des ressources d'énergie nécessaires.

J'ai demandé au ministre d'Etat, M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de la recherche et de la technologie d'étudier le lancement de programmes mobilisateurs. Il a d'ailleurs déjà mis en place dans-le-cadre un certain nombre de missions dont je souhaite que les conclusions soient examinées rapidement et d'autres suggestions émaneront du colloque. Il m'apparaît en effet juste et nécessaire que les initiatives soient prises au plus tôt et que des actions à long terme soient engagées d'urgence, sans quoi, c'est le court terme qui l'emportera désormais.

-- Elles concerneront d'abord certaines grandes filières, garantes de l'avenir, dont la France doit conquérir la maîtrise sous peine d'y perdre, ai-je dit, son indépendance et sa compétitivité : l'électronique, bien sûr et l'informatique, secteur suffisamment important pour qu'on décide déjà en harmonie avec les efforts des savants français qui placent au premier rang de notre pays sur bien des plans, la création à Paris d'un Centre mondial de la micro-informatique et l'utilisation rationnelle de l'énergie, au-coeur de l'autonomie de notre pays et les biotechnologies, présentes bientôt partout.

- Il s'agira également de prendre la pleine mesure des grandes aspirations nationales : amélioration des conditions de travail, d'emploi, amélioration de l'état sanitaire de population, coopération scientifique et technique avec les pays en développement, je l'ai dit, développement des communications et diffusion de la culture, promotion du français autant qu'il est possible comme langue scientifique.

-- Le lancement de programmes mobilisateurs concernera nos industries de base, celles qui animent notre tissu économique et qui assurent l'essentiel de l'emploi. La distinction entre secteurs de pointe et secteurs traditionnels n'a pas toujours grande signification et toutes les activités feront désormais appel à des technologies de plus en plus évoluées qui sont la condition de leur propre survie.

- Je pense en-particulier à trois branches où les actions de recherche s'imposent directement : la construction de logements pour donner aux Français le cadre de vie auxquels ils aspirent, l'industrie agro-alimentaire qui met en valeur une part fort importante de notre patrimoine naturel, la mécanique qui irrigue toute l'industrie.

- Cette liste n'est ni intangible, ni exhaustive, cela va de soi et les travaux du colloque permettront d'en préciser les contours ... en sachant cependant qu'à établir une liste trop longue, elle perdrait aussi de son sens.

Je voudrais dire, avant de terminer, le prix particulier que j'attache à ce que la biologie soit portée aux premiers rangs de la science et de ses applications. L'étude de la vie est naturellement au-coeur de nos préoccupations depuis les temps les plus reculés, mais son essor scientifique ne s'est affirmé que depuis quelques décennies, grâce à un renouveau de la pensée à laquelle les chercheurs français ont très largement contribué. Cet effort sera poursuivi et amplifié pour permettre l'avancée des connaissances, et la mise en oeuvre de possibilités porteuses de grands espoirs, telle que - je le dis pour la troisième fois, j'espère que je serai bien compris - telle que les biotechnologies.

Dans son oeuvre sur l'histoire du capitalisme occidental, Fernand BRAUDEL montre qu'aucune société n'a jamais pu survivre si elle n'était capable de réussir à réunir en une mystérieuse alchimie les talents des chercheurs, la volonté des politiques, l'esprit d'entreprise des travailleurs.

- Cette alchimie s'est trouvée parfois réunie dans certains peuples, qu'elle a abandonnés par la suite ou bien qu'elle avait oubliés pendant les siècles précédents. D'autres peuples n'ont jamais

pu sortir de leur déclin. Là comme ailleurs il nous faut retenir cette leçon d'histoire. La France sera, dans l'avenir, le grand pays que son génie exige seulement si elle est capable de réconcilier ses entrepreneurs, ses travailleurs, ses chercheurs, ses administrateurs, ses artistes, en la - recherche passionnée d'un projet culturel pour le siècle prochain. Telle est l'ambition unique qui doit faire de la France une démocratie à l'heure du XIXème siècle. Faire que la science, sous toutes ses formes, serve pour la France et pour le monde ce but, cet objectif : élargir les libertés.

- Oui, c'est en effet - cela ne doit pas apparaître comme un paradoxe, lorsqu'on sait de quelle façon la science a été utilisée quelques fois pour la ruine de l'homme - c'est en effet élargir les libertés que de réduire la peine des hommes, c'est augmenter les libertés que d'améliorer la connaissance de l'univers, de la matière, c'est augmenter la liberté que de faire progresser la chimie, l'astronomie, la physique, la biologie encore ou même l'anthropologie, ou même la linguistique.

- Ce colloque restera, mesdames et messieurs, comme un moment privilégié où les hommes passionnés de leur métier, en apparence austère et loin de la cité, auront entrepris de participer à la tâche fondamentale, à la tâche commune qui fait et qui fera la grandeur de la France au service de l'humanité : être pour le passé et pour l'avenir une terre où naissent et s'inventent - par les chemins de la science et de la technique, mais de l'esprit dominant sa propre création - une terre où naissent et s'inventent les droits de l'homme et les libertés.\